

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Que se trame-t-il à Genève?

La nouvelle année apporte une nouvelle occasion de conclure le Programme de Doha pour le développement (PDD), comme ce fut le cas lors des quelque cinq dernières années, pourrait-on ironiser. Mais cette fois, cependant, c'est du sérieux, et à juste titre. Les membres ont effectivement une année entière pour parvenir à un accord, faute de quoi ils seront confrontés à la « douloureuse » réalité de voir le Cycle paralysé pendant une année (ou deux) supplémentaire, parce que d'importantes élections se tiendront en 2012, qui à leur tour entraîneront probablement comme conséquence inévitable que le PDD partira à la dérive, au-delà du deuxième mandat du directeur général de l'OMC à la barre de l'organisation (2013). M. Lamy est parfaitement conscient que ce scénario pourrait fort bien se réaliser et c'est pour cette raison qu'il fait du lobbying auprès de tous les membres afin qu'ils intensifient les négociations pendant le premier trimestre de 2011.

On a déjà prévu que des réunions se tiendront de façon quasiment ininterrompue jusqu'à la mi-février, à partir de la semaine du 10 janvier, en commençant par les groupes de négociation sur les Règles, la Facilitation des échanges, le Commerce et l'Environnement, les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et le Développement. L'Agriculture, l'Accès au marché pour les produits non agricoles (AMNA) et les Services suivront pendant la semaine du 17 janvier, à quoi feront suite les réunions des hauts fonctionnaires (24 et 25 janvier), les réunions dans le Salon vert avec les ambassadeurs clés (le 26 janvier), la table ronde annuelle de Davos et une éventuelle conférence ministérielle du G-7 (Australie, Brésil, Chine, UE, Inde, Japon et États-Unis) du 28 au 31 janvier.

Mais pourquoi tant de mouvements pendant un mois qui habituellement ne voit pas les négociations commencer avant la fin du Forum économique mondial? Se pourrait-il qu'il s'agisse d'une question de legs? On ne peut en douter!

Mais pour ce qui est de dire les choses simplement, c'est le représentant au Commerce adjoint des États-Unis qui l'a le mieux exprimé : « Je pense que la réponse est que nous commençons à manquer de temps, » a déclaré l'ambassadeur Punke aux journalistes la semaine dernière. « Je pense que la logistique des négociations nous rattrape, car il reste beaucoup de travail intensif à faire, même après que nous aurons réussi une percée sur le plan des attitudes qui nous amènera à tous nous plonger véritablement dans les négociations, a-t-il poursuivi. Si nous envisageons sérieusement de profiter de cette conjoncture favorable de 2011, cela signifie que nous devons nous réunir chaque jour. Et de mon point de vue, si nous gaspillons le prochain mois, cela rendra extrêmement difficile, sur le plan pratique, de parvenir à une conclusion cette année. »

Le ton est donné; voyons à présent comment la pièce va se jouer.

États-Unis contre pays émergents

En avant-scène des pourparlers intensifs qui devraient se dérouler pendant le premier trimestre de l'année, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, a répété qu'il s'impose que les membres commencent à négocier « immédiatement », s'ils souhaitent conclure le Cycle de Doha pendant la conjoncture favorable de 2011.

« Je suis fermement convaincu que nous pouvons parvenir à une issue heureuse cette année « si (...) nous commençons à négocier immédiatement, et faisons le travail qui doit être fait », a déclaré M. Punke le 13 janvier.

Tous les yeux sont braqués sur les principaux acteurs du Programme de Doha pour le développement (PDD) et plus particulièrement sur les pays en développement émergents (Brésil, Chine et Inde) qui ont jusqu'à présent refusé d'entreprendre des pourparlers sur les négociations sectorielles pour les produits industriels.

Le représentant des États-Unis a répété avec insistance qu'il est « quelque peu déçu » par l'attitude des trois économies émergentes. Jusqu'à présent, toutes les réunions bilatérales sur les négociations sectorielles, qui sont des questions d'une importance critique pour l'ensemble des négociations si l'on souhaite aller de l'avant, n'ont pas permis de réaliser de progrès dignes de ce nom. M. Punke a déclaré que les États-Unis ont demandé des ouvertures supplémentaires des marchés dans des secteurs tels que les produits chimiques, les machines industrielles et agricoles et les produits électroniques, et il y a eu « une brève lueur d'espoir » lors de la dernière réunion bilatérale de décembre avec la Chine à Washington. Le ministre du Commerce de la Chine, M. Chen Deming, a déclaré au représentant au Commerce américain, M. Ron Kirk, que la Chine est disposée à examiner les négociations sectorielles, mais il n'y a pas eu de pourparlers sur le fond.



« La Chine est le deuxième producteur de produits chimiques par ordre de taille du monde. Il est le cinquième exportateur de produits chimiques du monde par ordre d'importance. L'une des choses que les États-Unis demandent à la Chine est qu'elle fournisse aux exportateurs de produits chimiques américains le même accès au marché chinois que celui que nous accordons à la Chine pour les exportateurs de produits chimiques chinois », a déclaré M. Punke, ajoutant qu'il attend exactement la même chose du Brésil, qui a récemment relevé ses tarifs sur certains produits, geste que M. Punke décrit comme une sorte de « coup de Jarnac » pour les partenaires commerciaux du Brésil, et de l'Inde, qui continue d'envoyer des signaux mixtes au sujet de sa volonté d'entreprendre effectivement les négociations.

Qui plus est, l'ambassadeur américain a affirmé qu'il n'a pas encore entendu ce que les trois pays en développement ont à dire au sujet de l'approche du panier japonaise pour résoudre l'impasse sectorielle.

« Nous n'avons même pas entendu de la part des économies émergentes si une approche comme celle du panier des produits existe, fusse sous forme abstraite, même hypothétiquement, comme un artifice pour tenir des pourparlers au sujet des sectorielles. C'est énormément frustrant. »

Il est manifeste que le Brésil, la Chine et l'Inde ne veulent pas entreprendre de pourparlers sur les négociations sectorielles pour diverses raisons, l'une d'elle étant que leur participation est réputée être volontaire. Mais pour l'ambassadeur des États-Unis, l'engagement des pays émergents à l'égard d'une plus grande ouverture de leur marché est essentiel pour que le PDD réussisse. En termes simples : « La question qui déterminera si oui ou non nous réussissons le cycle de Doha demeure de savoir si les économies émergentes sont prêtes à accepter la responsabilité qui accompagne leur position dans l'économie mondiale, a déclaré sans détour M. Punke. Si elles sont prêtes à assumer cette responsabilité, nous parviendrons à une issue heureuse. Si elles ne le sont pas, nous nous retrouverons le bec dans l'eau. »

« Il reste énormément de travail à faire, et si nous ne commençons pas ce travail immédiatement, il sera très difficile de profiter de 2011 comme conjoncture favorable », a prévenu l'envoyé commercial des États-Unis.

Davos n'est pas une conférence de négociation

M. Punke a rejeté l'importance de la prochaine mini-conférence ministérielle qui se tiendra à Davos (29 janvier) et qui devrait réunir 20 ministres du Commerce et davantage pour délibérer du sort du Cycle de Doha et s'il pourrait être conclu cette année.

« Je ne prévois pas qu'il y aura une percée considérable à Davos, » a déclaré le représentant des États-Unis, pas seulement parce que le format de la conférence ne permet pas de tenir des pourparlers donnant-donnant. En fait, par le passé, les ministres qui ont assisté à la ministérielle de Davos ont disposé de deux minutes pour faire une brève déclaration au sujet des négociations.

Entre-temps, « ce que l'on peut signaler à Davos et ce pour quoi nous tendrons l'oreille est un changement d'attitude (...) et si les ministres manifestent une volonté à s'engager immédiatement sur le fond des négociations, a expliqué M. Punke. Si c'est le cas, je pense que nous pourrions recevoir un signal lourd de sens de Davos ».

Semaine de l'agriculture

Le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a informé les négociateurs de ses plans pour la semaine du 17 au 21 janvier. Comme prévu, la réunion commencera par une réunion ouverte de l'ensemble des membres dans l'après-midi du 17 janvier. Les délégués y seront invités à faire rapport sur les faits nouveaux qui se sont déroulés depuis les dernières consultations sur l'agriculture et à présenter tout nouveau document qu'ils souhaitent déposer pour faire progresser les pourparlers.

Le président continuera ses consultations sur les questions des modalités tout au long de la semaine, et conclura la première semaine des pourparlers sur l'agriculture par une autre réunion informelle de l'ensemble des membres le 21 janvier afin d'informer les membres au sujet des consultations.

Prochains événements

- Réunion du Groupe de négociation sur l'agriculture, l'AMNA et les Services, 17 janvier 2011
- Réunion des hauts fonctionnaires, 24-25 janvier 2011
- Forum économique mondial, du 26 au 30 janvier 2011, Davos
- Conférence ministérielle du G-5, date à confirmer, Bruxelles
- Séance informelle du Comité des négociations commerciales, 2 février 2011
- 2^e réunion du groupe des négociations sur l'agriculture, début février 2011
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 31 mars 2011; juin, septembre et novembre 2011
- Textes révisés sur le projet de modalités, avril 2011
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, juin 2011, Paris (à confirmer)
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), du 15 au 17 décembre 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254